

LES NOUVEAUTÉS EN MATIÈRE DE CONTRÔLE URSSAF

Dans un article précédent, nous avons étudié les bons réflexes à adopter face au contrôle URSSAF. L'un des éléments clés en la matière est l'anticipation : bien connaître la réglementation en vigueur et la position des juges est capital pour réduire les risques de redressement. Dans cet article, nous faisons le point sur quelques nouveautés et décisions rendues en matière de contrôle URSSAF.

1/ LES NOUVEAUTÉS LÉGISLATIVES

Délai pour répondre à la lettre d'observations : sauf en cas de mise en œuvre de la procédure pour abus de droit ou en matière de travail dissimulé, le cotisant pourra¹ solliciter une extension du délai de 30 jours prévu pour répondre à la lettre d'observations. (Article L.243-7-1 du CSS²)

Mise en demeure : l'URSSAF peut, sur accord préalable du cotisant, envoyer la mise en demeure par une autre modalité que la lettre RAR. (Article L.244-2 du CSS)

Le délai de la Commission de Recours Amiable (CRA) pour se prononcer est désormais de deux mois (et non plus d'un mois). Ce délai passé, le requérant peut considérer que la CRA a rendu une décision implicite de rejet qu'il lui appartiendra de contester soit immédiatement, soit dès la notification de la décision expresse. (Article R.142-6 du CSS)

Suppression des Tribunaux des Affaires de Sécurité Sociale (TASS) et des Tribunaux du Contentieux de l'Incapacité (TCI) au profit du Pôle Social du Tribunal de Grande Instance. La Cour d'appel d'Amiens devient compétente en matière de tarification des accidents du travail.

Le délai de conservation des justificatifs nécessaires à l'établissement de l'assiette ou au contrôle des taux de cotisations est porté à 6 ans minimum. Le texte prévoit la possibilité pour le cotisant de conserver les documents sociaux sous format numérisé. (Article L.243-16 du CSS)

2/ QUELQUES ARRÊTS, EN BREF

Avis de contrôle : en principe l'avis de contrôle est une étape obligatoire de la procédure de contrôle URSSAF. Dans deux arrêts, la Cour de cassation a validé la possibilité pour l'URSSAF de ne pas transmettre d'avis : d'une part en cas de report de contrôle, dès lors que le cotisant en a été informé en temps utile et par tout moyen approprié (échange d'emails par exemple) ; d'autre part en matière de travail dissimulé, après transmission d'un procès-verbal dressé par



Anne Leleu-Et 

un contrôleur du travail. (Cass. 2^{ me} Civ. 15 mars 2018 n 17-13409 ; Cass. 2^{ me} Civ. 31 mai 2018 n 17-18584)

Chiffage du redressement : L'URSSAF peut opérer son contrôle en analysant un échantillon seulement de la population visée au sein de l'entreprise. En cas d'utilisation de cette méthode, la Haute Cour rappelle que l'accord préalable de l'employeur est requis. **Notre conseil :** soyez vigilants à la méthode utilisée car cette cause de nullité affecte aussi la partie du redressement établie sur des bases réelles. (Cass. 2^{ me} Civ. 15 mars 2018 n 17-11891)

Accord tacite de l'URSSAF : le cotisant peut solliciter l'annulation d'un redressement en raison d'un accord tacite de l'URSSAF sur ses pratiques dans le cadre d'un précédent contrôle. Pour ce faire, il lui faut démontrer que l'organisme s'est précédemment prononcé en toute connaissance de cause, et qu'il y a identité de situations et de réglementation. Le 15 mars 2018, la Cour de cassation rappelle que les modifications affectant les circulaires administratives ne sont pas de nature à rendre inopposable l'appréciation antérieure de l'URSSAF. La Haute Cour précise en revanche que seule la preuve de l'identité des pratiques permet à l'employeur de se prévaloir d'un accord tacite de l'URSSAF. **Notre observation :** les termes des lettres d'observations émises par l'URSSAF seront déterminants dans l'appréciation d'une telle demande. (Cass. 2^{ me} Civ. 15

mars 2018 n 17-16396 ; Cass. 2^{ me} Civ. 9 mai 2018 n 17-16546).

Faute grave et transaction : en 2018, la Cour de cassation a apporté des précisions sur le traitement social des indemnité versées à l'occasion de la rupture du contrat de travail. La Cour de cassation précise que les indemnité transactionnelles versées à la suite d'un licenciement pour faute grave peuvent être exonérées de charges sociales si l'employeur prouve qu'elles ont pour objet d'indemniser un préjudice subi par le salarié. **Notre conseil :** la rédaction de la transaction est plus que jamais une étape importante à ne pas négliger ! (Cass. 2^{ me} Civ. 15 mars 2018 n 17-10325 ; 21 juin 2018 n 17-19773).

Effets de la requalification d'une relation indépendante : plusieurs décisions ont défrayé la chronique en 2018 sur ce sujet. Souvent vue sous l'angle du droit du travail, la requalification d'une relation entre travailler indépendant et donneur d'ordre engendre des problématiques en droit de la sécurité sociale et notamment la question de savoir si le travailleur peut solliciter une affiliation rétroactive au régime général de la sécurité sociale. La Cour de cassation a répondu par la négative à cette question, dans le cadre d'une affaire opposant un consultant à un cabinet d'avocats. Préférant ainsi sécuriser les situations antérieures, la Haute Cour considère qu'aucune affiliation ne peut être réalisée à titre rétroactif et donner lieu au versement des cotisations correspondantes. (Cass. Soc. 24 mai 2018 n 16-19896)

Statut du dirigeant : en cas de contrôle, l'URSSAF est compétente pour statuer sur l'assujettissement du dirigeant aux contributions d'assurance chômage sauf si Pôle Emploi a déjà pris position. **Notre conseil :** il peut être opportun d'anticiper cette question. Nous pouvons vous aider à mener une réflexion concernant le statut de vos dirigeants. (Cass. 2^{ me} Civ. 12 juillet 2018 n 17-16547)

Anne Leleu-Et 
Avocat
Droit du travail
Ale Avocats

1 - Sous réserve des dispositions d'un décret non encore publié à la date de rédaction du présent article
2 - CSS - Code de la Sécurité Sociale